

Hépatite C, cette maladie sans chiffres

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Tébessa/Négrine
Destruction d'une mosaïque quelques jours après sa découverte

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4978 - Lundi 13 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Page 24



Indépendance et liberté dans le respect de l'éthique

Ammar Belhimer lance ses «chantiers» de réformes de la presse

Page 3

Là où Ghannouchi a échoué, Saïed peut-il réussir ?

Par Mohamed Habili

Trois mois se sont écoulés depuis la tenue des législatives en Tunisie, et toujours pas de gouvernement qui en soit issu. Celui de Youcef Chahed risque de continuer à expédier les affaires courantes pour quelque temps encore. À moins bien sûr que le président Kais Saïed n'écourte son dévouement pour l'intérêt général en optant pour de nouvelles élections. Une perspective qui ne semble réjouir personne, ni les partis dont on ne peut dire qu'ils ont perdu les législatives du 6 octobre, à l'exemple d'Ennahda et de Qalb Tounès, ni ceux qui les ont carrément perdues, comme Nidaa Tounes et Tayha Tounes par exemple. En effet, s'il est une chose qu'on peut sans risque de se tromper affirmer de ces législatives, c'est que personne ne les a remportées à proprement parler. Tous les ont perdues, sauf qu'il y a l'art et la manière pourrait-on dire. Mais avant que le président ne renvoie la classe politique devant les électeurs, encore faut-il qu'il ait lui-même échoué dans cette même tâche consistant à former un gouvernement dans un contexte de grand morcellement politique. Plus qu'un revers, c'est un camouflet qu'Ennahda, qui la première à s'y être risquée, pour disposer du plus grand nombre de sièges, a reçu de la part d'une écrasante majorité de députés. Pourtant on ne peut dire qu'elle ait sous-estimé la difficulté de l'entreprise. S'il y a un reproche à lui faire, c'est au contraire de n'avoir rien négligé pour constituer une équipe qui ne soit pas trop nettement à sa dévotion, mais qui le soit néanmoins.

Suite en page 3

Yennayer 2020

L'Algérie célèbre dans la joie le nouvel an amazigh



PH/D. R.

Chaque année, Yennayer est célébré à la manière de nos ancêtres avec la même ferveur, le même recueillement et tout le cérémonial habituel autour de festivités, activités et plats spéciaux minutieusement préparés pour la soirée du nouvel an amazigh.

Lire page 2

Accidents radiologiques et nucléaires

Les modalités d'un plan national d'intervention rendues publiques

Page 4

Cinéma

Projection du film documentaire «Juba II» à Alger

Page 13

Yennayer 2970

L'Algérie célèbre dans la joie le nouvel an amazigh

■ Chaque année, Yennayer est célébré à la manière de nos ancêtres avec la même ferveur, le même recueillement et tout le cérémonial habituel autour de festivités, activités et plats spéciaux minutieusement préparés pour la soirée du nouvel an amazigh.

Par Thinhinene Khouchi

Le nouvel an amazigh a été célébré dans les 58 wilayas du pays. En effet, la journée d'hier et même celles d'avant étaient chargées de festivités et activités culturelles, sociales et académiques, riches et variées. C'est donc dans une grande joie que les habitants des différentes villes et villages périphériques ont accueilli le nouvel an amazigh autour des plats spéciaux minutieusement préparés pour la soirée, notamment le couscous, cherchem, berkoukes, chekhchoukha, rechta, arfis et tikerbabin pour d'autres. Yennayer a été surtout marqué par les activités culturelles organisées pour la célébration de la journée du 12 janvier, consacrée journée chômée et payée depuis le 12 janvier 2018 par l'ancien président de la République. Au niveau de la wilaya de Tissemsilt, de nombreuses instances publiques et associations ont programmé des activités diverses et riches pour la célébration du nouvel an amazigh. La Direction de l'éducation a élaboré un programme spécial pour célébrer cette fête, comportant des activités culturelles, artistiques et récréatives au niveau de tous les établissements scolaires de la wilaya, animées par des troupes d'élèves talentueux dans les domaines de la musique, de la chanson, de la danse et du dessin, selon les responsables du secteur. Le secteur de la Culture a également programmé diverses manifestations culturelles à la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem» et à la bibliothèque principale de lecture publique «D' Yahia-Bouaziz» du chef-lieu de wilaya et celles des communes, en coopération avec des associations locales versées dans la culture et le patrimoine. À Ghardaïa, plusieurs cérémonies

festives ont marqué l'événement. Elles ont été concoctées durant trois jours par de nombreux acteurs de la société civile dans les différentes ksour de la pentapole (El Ateuf Bounoura, Melika, Ghardaïa et Ben Izguen), notamment des activités culturelles, artistiques et gastronomiques. Des séances de lecture de poésie amazighe mettant en relief l'historicité et la mystique de cette tradition millénaire, ainsi que ses rites, ont été organisées dans le Ksar de Bounoura, devant un parterre d'enfants vêtus en tenues et habits traditionnels de la région de Ghardaïa et des environs. Comme interlude, des sketches amazighs préparés par des membres d'associations culturelles ont été interprétés devant des adultes. A Tipaza, un colloque scientifique sur «Yennayer, symbole d'une identité retrouvée et monument historique à valoriser», a été ouvert samedi à Tipaza, à l'initiative du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), en collaboration avec la wilaya, à l'occasion de la célébration officielle et nationale de Yennayer 2970. En procédant à l'ouverture de cette rencontre, à laquelle était présente la ministre de la Culture, Malika Bendoudia, outre des chercheurs et académiciens, le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, a affirmé que la «consécration de Yennayer fête nationale et officielle, qui a suivi la reconnaissance de

tamazigh en tant que langue nationale et officielle, sont le fruit d'un long processus d'un combat pacifique, conjugué aux efforts de l'Etat pour conforter les fondements et constantes de la Nation, que sont l'Islam, l'arabité et l'amazighité».

Expositions artisanales dans plusieurs wilayas du pays

À Oran, deux expositions à caractère artisanal, organisées à la Médiathèque municipale et au Musée d'art moderne (MAMO), ont été ouvertes samedi dernier au public dans le cadre de la célébration de la fête nationale du nouvel an amazigh, Yennayer. Réunissant chacune une centaine de professionnels de différentes régions du pays, les deux manifestations culturelles ont également reçu la visite du wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui, qui a qualifié Yennayer de «reflet, par excellence, de l'histoire et des traditions algériennes». Le chef de l'Exécutif a aussi mis l'accent sur la nécessité d'une exploitation judicieuse des espaces publics afin d'impulser une meilleure dynamique aux activités culturelles locales. Les expositions qui se tiennent à la Médiathèque et au MAMO mettent en relief les produits de l'artisanat issus notamment de la dinanderie, de la couture traditionnelle, du décor inté-



PND, R.

rieur, de la joaillerie, de la poterie, de l'apiculture, de l'oléiculture et de la cosmétique à base d'ingrédients naturels. A Khenchela, une trentaine d'artisans participent au Salon de l'artisanat traditionnel ouvert samedi au complexe sportif de proximité Zerouali Abdelhamid de Khenchela par l'Odeï. Une affluence particulière des familles a été observée au salon, notamment au niveau des stands des artisanes tisserandes du tapis de Babar et des potières. Même cas à Laghouat, où quatorze wilayas ont pris part à une exposition régionale d'artisanat et du patrimoine amazighs, qui s'est ouverte samedi dernier à la maison de la culture «Tekhi-Abdallah-Benkeriou». Ouverte dans une ambiance festive haute en couleur et sonorités avec des danses

folkloriques ponctuées de salves de baroud, l'exposition prévoit une riche gamme de produits d'artisanat reflétant la richesse de chaque wilaya participante, dont des habits et des literies traditionnels ainsi que des sculptures.

L'occasion a donné lieu également à l'organisation d'un concours culinaire de plats traditionnels, avec la participation de cuisiniers issus de 24 communes de la wilaya. Enfin, des activités similaires ont eu lieu à Tlemcen, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Ouargla, Saida, Bouira, Mostaganem, où plusieurs manifestations culturelles, artistiques et des expositions ont été organisées dans le cadre de la célébration du nouvel an amazigh (Yennayer 2970).

T. K.

Le président Tebboune présente via Twitter ses vœux aux Algériens

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté samedi 11 janvier via Twitter ses vœux aux Algériens à l'occasion du nouvel an amazigh 2970. Dans son tweet, on peut lire : «A l'occasion du nouvel an amazigh 2970, j'adresse à tous les Algériens et les Algériennes mes chaleureuses félicitations, priant le Tout-Puissant d'en faire une année de bonté et de bénédictions et le début d'un véritable changement et la mise en place de la nouvelle République». Concluant son tweet par «Assegass amezag».

T. K.

Yennayer : intenses activités et regain d'intérêt chez les populations de Kabylie

La wilaya de Tizi Ouzou, à l'instar des autres régions du pays, a vibré ces derniers jours au rythme de nombreuses festivités célébrant le nouvel an amazigh 2970. En effet, la célébration de Yennayer a connu cette année un regain d'intérêt chez les habitants de la région avec la multiplication et la diversification des activités culturelles et artistiques. Comités de villages, mouvement associatif, les directions de la culture et de la jeunesse et des sports ont

célébré l'événement avec d'intenses activités entre expositions, dégustations de plats traditionnels, carnivals, défilés, chants, galas, conférences et débats autour de ce que véhicule le nouvel an amazigh comme identité, traditions et symboles. La pluie, saluée par les habitants après des semaines d'enselement inhabituel en cette période de l'année, n'a pas découragé les organisateurs de ces festivités de les tenir, au bonheur des amoureux de l'acti-

visité artistique et culturelle. Les espaces du secteur de la Culture, notamment la maison de la culture Mouloud-Mammeri, le théâtre régional Kateb-Yacine, les centres culturels d'Azazga et de Ain El Hammam, les établissements scolaires, des sports et de la jeunesse et les espaces des comités de villages et des associations ont été les lieux attractifs des habitants pour aller à la découverte des pans du patrimoine immatériel et matériel de la dimension amazighe,

dont celui relatif au nouvel an. Même la radio locale a concocté un riche programme spécial pour samedi et dimanche, au bonheur de ses auditeurs, outre un gala animé par plusieurs chanteurs kabyles diffusé en direct sur ses ondes dans la soirée de samedi. La célébration se poursuivra sur plusieurs jours pour beaucoup d'organisations, afin de perpétuer et transmettre la tradition millénaire de génération en génération.

Hamid Messir

Yennayer 2970 à Béjaïa

Des milliers de personnes dans la rue

Des milliers de personnes ont pris part hier aux marches du nouvel an Amazighe Yennayer. Les manifestations ont débuté de la maison de la culture et depuis le centre universitaire de Targa Ouzemour. Plusieurs parties dont, les comités des cités U, partis politiques et collectif citoyens de la ville de Béjaïa et d'autres comme le MAK ont appelé à la célébration politique de Yennayer comme chaque année par l'organisation de ces marches. C'est la plus grande manifestation populaire à l'occasion de Yennayer depuis la mise en veilleuse du MCB notamment, à Béjaïa. Les manifestations ont été menées depuis la maison de la culture et une autre depuis le centre universitaire Targua-Ouzemour. Un rassemblement devant le commissariat central pour exiger la libération des manifestants arrêtés dont ceux du MAK par les forces anti-émeutes. Des activistes dont le député démissionnaire ex cadre du FFS M. Khaled Tazaghart, Yanis Adjlia et d'autres ont été arrêtés par la police

lors du rassemblement de soutien aux détenus. Plusieurs personnes dont une vieille femme et des manifestants ont été blessées suite à la répression du rassemblement, selon des témoignages de manifestants. Durant la marche dans la matinée, les manifestants ont réitéré les revendications du Hirak et ont scandé des slogans du mouvement populaire des vendredi et mardis dont : «Echaâb yourid el istiklal», «ya h'na ya n'touma maranache hab-sine», «Thellil thellili iyimahvas n'arai», «Assa azeka Tamazighte thella thella», «Matkhealounache belachria, h'na rebetna el miziria», «Noukni imazighen naâya dhi el batile», «Etagou ouledna ya el khedaïne», «Assegass amezag wa el hirak rahou labas : bonne année et le mouvement se porte bien ou en bonne santé», «Ulac smah ulac», «Dawla madania machi askaria», «Djazair horra démocratie», «Pour une transition politique et une deuxième république démocratique et sociale», etc. Les manifestants ont

brandis à la fois l'emblème Amazighe et le drapeau national. Pour les manifestants, «il ne peut y avoir de Tamazighte sans la démocratie car, le vrai combat est mené en faveur de la liberté et la souveraineté populaire». Notons que Yennayer a été célébré à travers les quatre coins de la wilaya par des activités, des festivités et aussi par de actions de solidarité comme l'organisation d'offrande ou Louziâa notamment au village Ath Amer Ouyoub (Commune d'Amizour), à Ait Smail, à Tazmalt, etc. Des boeufs ont été sacrifiés et leur viande a été répartie aux habitants ceci dans une ambiance festive et conviviale digne des coutumes d'antan. Dans la ville de Béjaïa, Yennayer 2970 est fêté à la grande surface du Lac d'Ihaddaden (Ex-Souk El-Fellah) par la chambre de l'artisanat de la wilaya. Une exposition-vente d'articles et autres objets artisanaux de diverses régions du pays y est animée sur une dure de dix jours. Des produits de terroirs sont exposés par au moins 150 par-

ticipants à ce Souk de Yennayer. Une visite à cette grande exposition-vente vous replonge dans l'histoire millénaire du peuple Berbère mais, aussi et vous permet de faire des emplettes en produits du terroir de qualité. Le mouvement associatif de la wilaya de Béjaïa n'est pas en reste dans cette célébration. C'est le cas des association «Soummam ecoculture de Sidi Aich qui a préparé un programme riche ou l'on a mis en valeur nos traditions et coutumes par «un couscous Uvisar, concours inter CEM et inter-lycées, galas, l'association culturelle Yema Gouraya a organisé le festival de Yennayer par une exposition à la bibliothèque municipale, l'association des anciens scouts Groupe «Mechta Afalou Melbou», l'association Tafath N'sahel de Melbou ont organisé des festivités : expositions de plats traditionnels, musique, théâtre, conférence défilé, tournois, expositions, etc.

Hocine Cherfa

Une campagne nationale de dépistage lancée hier

Hépatite C, cette maladie sans chiffres

■ Maladie silencieuse qui attaque le foie, l'hépatite C, qui surgit des années après la contamination, n'est plus une fatalité en Algérie puisque les personnes atteintes en guérissent aujourd'hui grâce à un traitement fabriqué localement, pour peu que le dépistage et le diagnostic soient faits à temps.

Par Lynda Naili

«C'est une maladie silencieuse, ça n'arrive pas qu'aux autres, n'est pas rare, ce n'est plus une exclusion, ce n'est pas une fatalité, ça se guérit, alors dépistez-vous !!!» Tel a été le slogan de la campagne nationale de sensibilisation et de dépistage de l'hépatite C menée hier conjointement par l'Elite nationale des sciences médicales (ENSM) et l'association nationale SOS Hépatites durant laquelle l'absence de statistiques actualisées sur la prévalence de cette maladie semble mettre dans l'embarras les professionnels. «La dernière enquête menée date de 2005. Le taux de prévalence était alors de 1%. Depuis, il n'y a eu aucune étude pour déterminer l'ampleur de cette maladie», ont-ils déploré, confus.

Ainsi, pour Alger, les organisateurs ont choisi la bouche de métro d'Alger, Tafourah, comme lieu de leur campagne. L'objectif est de toucher un maximum de citoyens. L'opération ayant débuté à 10 heures, à treize heures passées, plus de 170 volontaires (hommes et femmes) se sont faits dépistés. C'est dire l'engouement et l'intérêt provoqués par ce sujet. «Les Algériens sont devenus de plus en plus soucieux de leur santé, et très conscients des enjeux du dépistage», nous a déclaré Sarra Bendib, étudiante en 5^e année de médecine, représentant du bureau national de l'ENSM, qui soulignera l'importance du dépistage de l'hépatite C dans la mesure où à défaut, «une simple jaunisse peut évoluer sans aucun symptôme en cancer de foie, en cirrhose». La jeune étudiante, évoquant les causes de contamination de l'hépatite C, citera les transmissions par voie sanguine, par voie sexuelle ou celle mère-enfant, la toxicoma-



PH. > D. R.

nie, ainsi que le manque d'hygiène dans les blocs opératoires et autres salles de soins, la réutilisation ou la mauvaise stérilisation du matériel médical (seringues, bistouris et aiguilles), mais aussi le recours aux matériels à usages multiples non stérilisés également tels que les outils de coiffure, les rasoirs et autres appareils de tatouages, de piercing ainsi que les instruments utilisés pour la scarification (la hijjama), pratique thérapeutique traditionnelle fortement sollicitée dans notre société.

Ainsi, répartie en cinq blocs, l'opération débute par un espace d'inscription où les citoyens remplissent un formulaire sous forme de questionnaire à l'issue duquel une «carte patient» leur est remise. Les inscrits sont ensuite orientés vers un espace consacré à la sensibilisation où

toutes les informations relatives à cette pathologie leur sont fournies individuellement. Après quoi, ils sont dirigés vers l'espace proprement consacré au dépistage. Après désinfection du doigt, une goutte de sang est prélevée par le biais de lancettes «importées» à usage unique, puis analysée sur un test de diagnostic rapide (TDR). Au bout d'une attente de quinze minutes dans un autre espace doté d'un téléviseur géant transmettant un spot d'information et de sensibilisation contre l'hépatite C, les résultats du dépistage sont délivrés aux citoyens. Ainsi, si le test s'avère positif, les personnes atteintes sont de facto orientées vers un centre traitant, à savoir le CHU Mustapha, l'hôpital El Katar, Lamine Debaghine (ex-Maillot) ainsi que tous les hôpitaux où elles seront gratuitement

prises en charge grâce à un traitement sous forme de comprimés, étalé sur trois mois, à raison d'une prise par jour. «C'est un traitement efficace à 100%», nous diront des médecins sur place. «Heureusement, sur l'ensemble des citoyens qui se sont présentés jusqu'à présent, aucun n'a été porté positif», nous dira Messaouda Tria, chargée de communication de l'Association nationale des hépatopathies chroniques (SOS Hépatites), qui précisera qu'«à la fin de cette journée, les résultats seront transmis à la direction de prévention du ministère de la Santé». A cette occasion, elle notera que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une tradition instaurée par SOS Hépatites depuis 2015, notamment durant les deux journées nationale et mondiale, pour expliquer aux citoyens cette maladie et les voies de sa transmission et leur proposer des tests de dépistage précoce et spontané. Pour sa part, le D'Lynda Noual, chargée des produits pharmaceutiques au laboratoire Baker, un laboratoire 100% algérien, a mis en exergue une production nationale depuis 2015 du traitement contre l'hépatite C à 98%. «C'est un traitement révolutionnaire puisqu'il permet de guérir l'hépatite C contrairement aux traitements précédents». Venu accompagner l'Elite nationale des sciences médicales (ENSM) et l'association nationale SOS Hépatites, le laboratoire Baker estime important de démystifier cette maladie qui aujourd'hui n'est plus une fatalité, ajoutera-t-elle. Relevant «l'absence de la prévalence de cette maladie en Algérie», elle dira que «le taux de production du traitement contre l'hépatite C répond à la demande formulée par la Pharmacie centrale».

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Là où Ghannouchi a échoué, Saïed peut-il réussir ?

Suite de la page une

Le gouvernement de compétences concocté par Habib Jamli a été rejeté par l'Assemblée avec la même résolution que s'il avait été composé de membres purs et durs d'Ennahda. La seule consolation qu'elle puisse espérer après l'échec cuisant qu'elle a subi vendredi dernier, ce serait que la personnalité qu'il revient maintenant au président de choisir échoue à son tour non moins lamentablement qu'elle. Ainsi la preuve serait faite que si au travers de Jamli elle n'a pu former un gouvernement, c'est que nul ne le peut. Ainsi que le veut la Constitution, il incombe maintenant au président de désigner quelqu'un pour former le gouvernement, ce qu'il est tenu de faire dans un délai de 10 jours. Rached Ghannouchi est à la tête de la plus importante formation politique, avec le plus grand nombre de députés sous la main. Kais Saïed ne peut lui compter sur aucun député. C'est un sans-parti, un statut auquel sans doute il doit d'avoir été élu président de la République. Une chose est d'obtenir les suffrages des électeurs, c'en est une autre de briguer celles de députés aux ordres de leurs partis respectifs. Ce n'est pas à ses électeurs qu'il va devoir s'adresser, en vue de donner un gouvernement à la Tunisie, mais à des gens dont personne n'a voté pour lui. Dans son esprit, comme probablement dans sa lettre, cette prérogative dont il est maintenant tenu de faire usage n'a pas été conçue pour un président sans relais aucun à l'Assemblée. Saïed a dû déjà comprendre le cadeau empoisonné qu'elle constitue pour lui. Quelle que soit la personne qu'il aura choisie, elle ne pourra pas réussir là où Ennahda a échoué en dépit de ses positions fortes à l'Assemblée, puisqu'en plus de ses 53 députés, elle y dispose également du perchoir, occupé par son chef en personne. Et si malgré tout cette personnalité réussissait, alors dans le fait le régime tunisien aurait vécu.

M. H.

Indépendance et liberté dans le respect de l'éthique Ammar Belhimer lance ses «chantiers» de réformes de la presse

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a annoncé une «réforme globale» du secteur. Dans des déclarations faites lors d'une tournée à la maison de la presse Tahar-Djaout et celle de Abdelkader-Safir, le ministre de la Communication a affirmé que cette réforme se fera avec la contribution des différents acteurs du domaine. Le nouveau locataire du département de la Communication, associe le lancement de ces «chantiers» à «l'initiation d'un dialogue national dans le cadre de l'amendement de la Constitution, qui donnera lieu à de nouvelles lois

devant consacrer la pratique démocratique, dont les lois relatives au régime électoral, aux partis politiques, aux associations et à la presse», a-t-il fait savoir. Ces réformes, qui s'inscrivent dans le cadre des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, seront axées sur «l'indépendance et la liberté de la presse dans le cadre du respect de la vie privée et de l'éthique et de la déontologie et du rejet de l'injure et de la diffamation», a fait savoir M. Belhimer dans une déclaration à la presse en marge de sa visite effectuée à la maison de la presse «Tahar Djaout» (place du 1^{er}

Mai) et la maison de la presse «Abdelkader Safir» (Kouba). Affirmant que «la liberté et la responsabilité sont étroitement liées pour garantir une pratique paisible des libertés», le ministre de la Communication a précisé que les chantiers en question «obéiront au principe du dialogue qui sera participatif et inclusif». «Ces chantiers coïncideront avec l'initiation d'un dialogue national dans le cadre de l'amendement de la Constitution qui donnera lieu à de nouvelles lois devant consacrer la pratique démocratique, dont les lois relatives au régime électoral, aux partis politiques, aux associations et à la presse», a-t-il pour-

suivi. Il a affirmé, dans ce sens, que «les professionnels du secteur de la Communication ont une responsabilité particulière en matière de contribution efficace à la consécration des libertés dans un domaine vital, levier d'autres secteurs». Libérer la pratique journalistique de toute forme de censure et de monopole garantira «les conditions propices à un exercice libre et responsable de la profession journalistique», a estimé le ministre. Concernant les médias audiovisuels et électroniques, M. Belhimer a insisté sur l'impérative «adaptation de la loi aux exigences de ce métier qui connaît un développement rapi-

de», afin qu'il soit «au diapason de cette évolution aux plans législatif et professionnel». Lors de la cérémonie de prise de fonctions, Ammar Belhimer, avait souligné la nécessité de donner un nouveau souffle au secteur et de trouver des solutions aux problèmes les plus préoccupants. «Je vais tendre la main à tout le monde et nous travaillerons pour le développement des médias objectifs et impartiaux», a déclaré Belhimer.

Meriem Benchaouia

Accidents radiologiques et nucléaires

Les modalités d'un plan national d'intervention rendues publiques

■ Les modalités d'élaboration d'un plan national d'intervention en cas d'accidents radiologiques ou nucléaires ont été fixées par un arrêté interministériel, publié au «Journal officiel».

Par Selma N.

Le plan national d'intervention radiologique et nucléaire (P.N.I) définit ainsi «les mesures organisationnelles, les modes d'intervention ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour protéger les personnes, les biens et l'environnement en cas d'accident radiologique et/ou nucléaire», précise l'arrêté impliquant les ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur et des collectivités locales et de l'Energie. Ce plan fixe le cadre et les mécanismes d'action rapide, efficace et coordonnée, permettant de se prémunir et de lutter contre un accident radiologique ou nucléaire. Les accidents radiologiques et/ou nucléaires sont classés par niveau selon leur importance, conformément à la réglementation en vigueur. Le plan est établi sur la base de l'analyse des différents scénarios d'accidents possibles et de leurs conséquences les plus dommageables. A ce titre, les éléments du plan sont notamment les résultats de l'analyse et de l'évaluation des risques et de leurs répercussions possibles sur la santé publique et l'environnement et la fixation des responsabilités de l'ensemble des intervenants, dans les différentes étapes de mise en œuvre du plan. La fixation des rôles et des tâches des intervenants, chargés de la conduite des opérations, de leur préparation et de leur coordination, l'établissement des procédures permettant à tous les intervenants d'apporter leur contribution de façon coordonnée et de mobiliser rapide-



R.T. > D. R.

ment et efficacement leurs ressources, figurent aussi parmi les missions du P.N.I. Selon l'arrêté, le plan est mis en œuvre lors de la survenance d'un accident radiologique et/ou nucléaire sur le territoire national, au niveau d'une installation radiologique et/ou nucléaire et dont les conséquences dépassent les capacités d'intervention ou les limites de la wilaya affectée et hors des frontières nationales et dont les conséquences au niveau national ne sont pas négligeables. Il

est élaboré pour une période de cinq ans et est mis à jour une fois par an, et/ou en fonction de l'évolution des conditions impactant les composantes du plan. D'autre part, un rapport général comportant une évaluation de l'efficacité de la mise en œuvre du plan est élaboré après un accident radiologique et/ou nucléaire. Les recommandations émises lors de cette évaluation sont prises en charge au moment de la mise à jour du plan. Ce plan comporte plusieurs cha-

pitres, dont l'évaluation des risques, le recensement des moyens, la mise en place des structures, la planification de la réponse, l'alerte, l'organisation des secours, la formation et l'information et les consignes de bonne conduite et la communication. Il est édité et diffusé auprès de tous les intervenants participant à sa mise en œuvre, conformément aux mécanismes et à la répartition des tâches arrêtés dans le cadre du plan.

S. N./APS

Gestion des déchets

Projet de création de centres de transfert par compaction

Un projet de création de centres de transfert, équipés de stations de compaction, pour compresser les déchets avant de les acheminer vers les Centres d'enfouissement technique (CET), a été adopté à Oran par les autorités locales. Lors de la présentation, jeudi dernier, du schéma directeur pour la gestion des déchets ménagers et assimilés, réalisé par l'Agence nationale des déchets (AND), le wali, Abdelkader Djellaoui, a donné une instruction pour la création d'un troisième centre de transfert à Bir El djir. Celui-ci s'ajoutera aux deux autres en cours de réalisation à Messerghine et Mers El Hadjadj. Ainsi, la wilaya d'Oran disposera de trois centres pour couvrir les trois groupements : Est (Mers El Hadjadj), Ouest (Messerghine) et Centre (Bir El Djir). Il s'agit de centres équipés de stations dites «stations par

compaction», qui reçoivent les déchets collectés pour les compacter avant de les acheminer vers les centres d'enfouissement, a expliqué à l'APS, la directrice locale de l'Environnement, Samira Dahou. Les centres de transfert ont le grand avantage de réduire le coût de la gestion des déchets en réduisant significativement le nombre de rotations vers les CET, souvent implantés loin des zones urbaines, a précisé la responsable. D'autres avantages offerts par ces centres, comme la possibilité de trier les déchets et d'en récupérer un maximum dits «valorisables», ainsi que la prolongation de la durée de vie des casiers au niveau des CET, a-t-elle expliqué. S'agissant de l'état d'avancement des deux premiers projets, M^{me} Dahou a indiqué que les travaux du projet de Mers El Hadjadj, lancés en 2018, enregistrent un taux d'avance-

ment de l'ordre de 80%. La plateforme et les clôtures au niveau de ce futur centre sont finalisées, et la direction de l'Environnement a lancé les démarches pour l'acquisition des équipements, a-t-on expliqué. A Messerghine, le premier choix de l'assiette foncière s'est avéré inapproprié en raison de sa proximité avec des terres agricoles. «Ceci impose le choix d'un autre terrain», a affirmé la responsable, ajoutant que des appels d'offre pour la réalisation de la plateforme seront lancés une fois le site d'implantation retenu. A Bir El Djir, où les assiettes foncières sont plus rares, le wali a ordonné à son exécutif de se concerter pour dégager une assiette pour la réalisation d'un centre. «Une assiette de 6 000 m² est largement suffisante pour réaliser une station de transfert», a estimé la directrice de l'environnement.

Adel H.

Présidence/Nomination

Mohamed Louber nommé à la tête de l'ARAV

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé samedi Mohamed Louber président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Ancien journaliste de la

Radiodiffusion-Télévision algérienne (RTA) et ancien directeur du quotidien «El Moudjahid», M. Louber est enseignant à la faculté de droit d'Alger, a précisé le communiqué. M. Louber qui est également conseiller en droit de l'audiovisuel, prépare

une thèse de doctorat sur le service public de l'audiovisuel en Algérie. Entre 1982 et 2014, il était coordinateur des groupes de rédaction des quatre lois relatives à l'information et à la communication, a conclu le communiqué.

F. T.

Mosquée de Paris Dalil Boubakeur démissionne, Chems-Eddine Hafiz le remplace

LE RECTEUR de la Grande mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, a démissionné samedi de ses fonctions, a indiqué un communiqué de cette institution religieuse. Agé de 79 ans et originaire de Skikda, Dalil Boubakeur, qui occupait ce poste depuis 28 ans, a démissionné pour des «raisons personnelles». Il est remplacé à ce poste par son collaborateur Chems-Eddine Hafiz, un avocat âgé de 65 ans qui devient aussi président de la Fédération nationale de la Grande mosquée de Paris, l'une des composantes du Conseil français du culte musulman (CFCM) qui doit élire un nouveau président le 19 janvier.

L. O.

Wilaya de Khenchela Deux terroristes abattus

DEUX terroristes ont été abattus, dans la nuit de vendredi, par un détachement de l'Armée nationale populaire, lors d'une embuscade dans la localité de Boudekhane, wilaya de Khenchela, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, durant la nuit du 10 janvier 2020, lors d'une embuscade dans la localité de Boudekhane, wilaya de Khenchela (5^e Région militaire), deux terroristes», note la même source. Il s'agit du terroriste Arbaoui Bachir dénommé «Abou Ishak», qui a rallié les groupes terroristes en 2007 et le terroriste Zitouni Amara dénommé «Abou Oubaida» qui a rallié les groupes terroristes en 2001, précise le communiqué, relevant que cette opération a permis la récupération de deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, cinq chargeurs garnis, une bombe artisanale, une grenade, une paire de jumelles et d'autres objets. «Cette opération qualitative réitére, encore une fois, la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'Armée nationale populaire, mobilisées à travers tout le territoire national, à préserver la sécurité de notre pays et mettre en échec toute tentative de porter atteinte à sa sécurité et vient s'ajouter à l'ensemble des résultats concrétisés sur le terrain depuis le début de cette année, en neutralisant dix terroristes dont six ont été éliminés et quatre autres ont été arrêtés», conclut le MDN.

Y. N.

Sur les 11 premiers mois 2019

Poursuite de la hausse des exportations de ciment

■ Les exportations algériennes de ciment ont poursuivi leur tendance haussière entamée ces derniers mois, pour atteindre plus de 59 millions de dollars les 11 premiers mois de 2019, enregistrant une hausse de plus de 239 % par rapport à la même période en 2018, a appris l'APS auprès de la direction des études et de la prospective des Douanes.



PHOTO: R. coûts du transport, notamment des prestations portuaires. Dans ce sens, le représentant du Groupe industriel des ciments d'Algérie «GICA», Azzedine Asfirane, a relevé que les procédures relatives au transport des marchandises à exporter de l'usine au port constituent un obstacle majeur dans les opérations d'exportation. Les coûts élevés du transport des marchandises en quantités importantes au niveau des ports et le chargement sur les bateaux engendrent de lourdes charges pour le Groupe, a-t-il affirmé, soulignant la nécessité de revoir à la baisse ces coûts en vue de dynamiser les exportations. A cet effet, il a plaidé pour l'autorisation des compagnies algériennes d'ouvrir des filiales à l'étranger pour une meilleure gestion du transport et de réaction en cas d'urgence. I. N./APS

Par Ilham N.

Les exportations de ciments hydrauliques, y compris le ciment non pulvérisé (appelé clinker), ont connu une nette amélioration, passant de 17,47 millions de dollars au cours des 11 mois de 2018, à 59,24 millions de dollars durant la même période de 2019, soit une évolution de 239,20 %, a précisé la même source. A cette cadence, les prévisions des exportations de ciment, avancées en novembre dernier par le ministère du Commerce, seront dépassées. L'ancien ministre du Commerce, Saïd Djellab, avait déclaré en marge d'une cérémonie d'exportation d'une cargaison de ciment du groupe indus-

triel Cilas vers la Côte d'Ivoire, en novembre dernier à Biskra, que les recettes d'exportation du ciment algérien devraient atteindre les 60 millions de dollars fin 2019. L'Algérie, dont les capacités de production de ciment ont atteint 40 millions de tonnes/an, est capable d'exporter jusqu'à 20 millions de tonnes, alors que les besoins du marché local en ciment avoisinaient 22 millions de tonnes/an.

Cinq produits totalisent 74 % des exportations hors hydrocarbures. Par ailleurs, les Douanes algériennes ont fait savoir que cinq produits ont totalisé plus de 74,57 % des exportations hors hydrocarbures (EHH) durant les onze premiers mois de 2019. Il s'agit des exportations des engrais minéraux ou chimiques

azotés avec une part de 30,99 %, des huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons (18,46 %), de l'ammoniac anhydre (11,75 %), des sucres de canne et de betteraves (10,55 %) et des phosphates de calcium naturels 2,82 %. Quant aux exportations de ciment, elles ont représenté 2,51 % des EHH globales (contre 0,65 %) durant la même période de comparaison. Pour rappel, les EHH restent marginales sur les onze mois de l'année dernière avec 2,362 milliards de dollars, ce qui représente 7,24 % du volume global de l'ensemble des exportations algériennes, contre 2,675 milliards de dollars à la même période en 2018, en baisse de 11,7 %, détaillent les dernières données des Douanes. En vue

de dynamiser les exportations algériennes et afin de les promouvoir, des représentants de Groupes industriels publics avaient souligné, le 24 décembre dernier, que le renforcement de la capacité concurrentielle du produit national au niveau des marchés extérieurs était essentiellement tributaire de la levée des obstacles logistiques, notamment en matière de transport. Lors d'un atelier organisé en marge de la 28e édition de la Foire de la production nationale, sous le thème «L'entreprise publique face aux défis de l'exportation», ces représentants ont estimé impératif, pour augmenter la capacité concurrentielle des Groupes publics en matière d'exportation, de lever les obstacles logistiques et réduire les

Rencontre régionale

Nécessité d'approfondir l'étude de la loi de finances 2020

Les participants à une rencontre régionale sur «la loi de finances 2020», organisée samedi Sidi Bel-Abbès, ont insisté sur la nécessité d'approfondir l'étude de ce texte. Les intervenants à cette rencontre dont des professionnels du secteur, des experts dans le domaine des finances, de la comptabilité et de l'économie, ont souligné la nécessité de conjuguer les efforts entre les différents acteurs pour une étude appro-

fondie de toutes les dispositions contenues dans la loi de finances 2020, afin de faciliter leur mise en œuvre de manière appropriée. Le président de l'Organisation nationale des comptables agréés, Mourad Bazgh, a estimé nécessaire de clarifier l'application des dispositions contenues dans la loi de finances 2020, soulignant que ce texte a apporté plusieurs mesures fiscales, douanières et autres qui nécessitent une étude

en coordination avec divers acteurs ainsi que plus d'explications pour une application correcte. La profession comptable est directement liée à cette loi et les différents opérateurs économiques et tous ceux qui disposent d'un registre du commerce sont tenus de débattre de toutes les mesures financières et fiscales que cette loi a apportées, a-t-il insisté. Les intervenants ont souligné l'importance de cette rencontre pour clarifier le conte-

nu et les procédures de la loi de finances 2020, en expliquant tous les articles qui concernent les comptables et en fournissant des rapports détaillés des procédures douanières qui concernent les opérateurs économiques. La rencontre, initiée par l'Organisation nationale des comptables agréés, a vu la participation de spécialistes, experts et opérateurs économiques de différentes wilayas de l'Ouest algérien. **Yanis F.**

Afrique subsaharienne

La BAD approuve un investissement de 20 millions de dollars pour soutenir les énergies renouvelables

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un investissement de 20 millions de dollars dans le Fonds «Metier» pour soutenir les énergies renouvelables en Afrique subsaharienne, a indiqué cette institution dans un communiqué publié sur son site web. «Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé un investissement de 20 millions de dollars dans le Fonds interna-

tional de capital durable Metier II, qui achemine des fonds vers des projets d'énergie renouvelable et d'infrastructures économes en ressources à travers l'Afrique subsaharienne», a précisé la même source. «Ce financement de la BAD contribuera à la production de 178,5 mégawatts supplémentaires d'énergie renouvelable à des fins commerciales et résidentielles», ajoute le communiqué. Cela créera également des

opportunités pour le traitement des eaux usées industrielles et la production de déchets en énergie. D'autre part, la BAD affirme que «le Fonds respectera les normes strictes de la Banque en matière d'environnement et de garanties pour garantir que les risques potentiels sont atténués de manière adéquate». A noter que Metier est un gestionnaire de fonds bien établi avec un historique de déploiement de plus de

550 millions de dollars dans les pays africains, y compris des projets d'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique en Afrique australe et orientale. La société a été un acteur clé de l'énergie solaire sud-africaine, une technologie de maturation qui offre des avantages significatifs en termes de stockage et de distribution au réseau, contrairement aux options photovoltaïques traditionnelles. **Ali G.**

El-Oued Plus de 30 exposants au Salon de l'habit et l'artisanat traditionnels

PLUS de 30 exposants prennent part au Salon de l'habit et l'artisanat traditionnels, ouvert hier à El-Oued, dans le cadre de la célébration du nouvel an amazigh (Yennayer 2970). Placée sous le signe «l'habit traditionnel, identité algérienne», cette manifestation de trois jours, une vitrine pour la promotion de l'artisanat et des métiers, a permis de mettre en valeur les produits réalisés par la femme au foyer et tendant à préserver les effets vestimentaires traditionnels de la femme «souffie». Divers articles et costumes, des produits de bijouterie traditionnelle, de couture, de broderie, tissage aux motifs à connotations amazighes, ont été étalés dans les stands de l'exposition pour mettre en exergue la richesse du patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie. Le programme de la célébration a prévu aussi un stand pour les plats populaires, dont la pâtisserie traditionnelle, pour vulgariser le legs matériel et immatériel des Algériens. La maison de la culture Mohamed-Lamine-Lamoudi à El-Oued a abrité, pour la circonstance, des activités culturelles, dont des récitals poétiques et de chant national d'expression amazighe, en plus de communications académiques traitant de la portée historique du nouvel an amazigh, Yennayer. Une exposition de livres et publications amazighes, produits par le Haut commissariat à l'amazighité (HCA) et certains auteurs s'intéressant à la transcription de Tamazight, a également été mise sur pied. **Fatih G.**

Ville de Tizi-Ouzou

Mise en service partielle du téléphérique

■ Une première partie du téléphérique de la ville de Tizi-Ouzou a été mise en service samedi, à l'occasion de la célébration du nouvel An amazigh, Yennayer 2970, en présence du ministre des Transports et des Travaux publics, Farouk Chiali.

Par Nassima A.

Comportant quatre stations, cette ligne distante de 2,5 km et desservie par 65 cabines permettra le transport prévisionnel de quelque 2 400 passagers par heure et permettra de relier en onze minutes la station de la gare multimodale de Bouhinoun «kaf-naadja», à la sortie sud-ouest de la ville, d'où a été donné le coup d'envoi jusqu'à la gare CEM Babouche, à proximité du siège de la wilaya pour un coût de 30 DA/voyage. S'agissant des horaires d'exploitation, ils s'étalent de 06h00 à 19h00 et de 06h00 à 12h30 les vendredis «pour les besoins des travaux de maintenance» avec des horaires «adaptés» durant le mois de ramadhan et la période estivale, a-t-on indiqué auprès de gestion. Un exposé sur le projet et les entreprises intervenantes

ainsi que sur la situation des deux secteurs, Transport et Travaux publics au niveau local, a été présenté, par les responsables respectifs des deux secteurs, au ministre qui s'est félicité de la mise en service de ce moyen qui aura une «une répercussion énorme sur la mobilité des citoyens» et aidera à «améliorer le transport» au niveau de la ville. Plusieurs essais techniques ont été effectués aux mois de juin et novembre derniers par l'Entreprise de gestion du métro d'Alger (EMA), maître de l'ouvrage, entre les deux stations, alors que les travaux du tronçon de ce projet, devant relier la station CEM Babouche au mausolée de Sidi Belloua, se poursuivent encore avec la mobilisation de 4 entreprises. Ce projet, dont le coût de réalisation est de 8,7 milliards de DA, comporte deux stations de départ et d'arrivée (Bouhinoune et



Redjaoua) ainsi que quatre stations intermédiaires, au niveau de la nouvelle ville, du stade 1^{er} Novembre, du siège de la wilaya

(CEM Babouche) et de l'hôpital Belloua. Le transport à partir de la gare de Bouhinoune jusqu'à l'hôpital Belloua à Redjaoua

sera assuré par le système télécabine, tandis qu'à partir de cet établissement hospitalier jusqu'au mausolée de Sidi Belloua, situé à 750 m d'altitude à Redjaoua, se fera par téléphérique. Lancés en 2013 et prévus à la livraison fin 2017, les travaux de ce projet ont enregistré du retard dus essentiellement à l'emplacement initial de certains pilons et à la lenteur des procédures d'expropriations et d'indemnisations des propriétaires terriens, tout récemment assainies.

N. A./APS

M'sila Réalisation prochaine de 4 groupes scolaires

UNE OPÉRATION portant sur la réalisation de quatre groupes scolaires localisés à M'sila (chef-lieu de wilaya), Belaïba, Bousaada et Sidi Aïssa sera concrétisée au titre de l'exercice 2020 ont indiqué samedi les services de la wilaya. De grandes agglomérations ont été ciblées pour recevoir les nouvelles structures, ont expliqué les mêmes services, ajoutant que plus de 800 millions de dinars ont été mobilisés pour la concrétisation de cette opération. Après réception, cette opération contribuera à alléger la surcharge enregistrée dans les écoles et à combler le déficit en matière de places pédagogiques dans le palier primaire, mais aussi à rapprocher les écoles des habitants des cités nouvellement créées, ont noté les services de la wilaya. En 2019, un seul groupe scolaire a été réalisé au chef-lieu de wilaya, ont rappelé les mêmes services, avant d'ajouter que les Assemblées populaires communales avaient été instruites d'exploiter des locaux commerciaux en guise de salles d'études, comme ce fut le cas à la commune de Mennaa.

R. R.

Tlemcen Production de plus de 13 700 tonnes de viandes en 2019

Une production de 13 782 tonnes de viandes rouges et blanches a été réalisée en 2019 à travers les abattoirs de la wilaya, a-t-on appris de la direction des services agricoles. L'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Daheur Djamel, a fait part d'une production de 1 413 tonnes de viande bovine, 1 196 t de viande ovine, plus de 94 t de viande caprine, 10 805 t de viande de poulet et plus de 273 t de viande de dinde à travers 4 abattoirs de la wilaya. Deux de ces abattoirs sont réservés aux viandes rouges et 2 aux viandes blanches. Ils sont répartis à travers les communes de Tlemcen, Maghnia, Remchi et Bensekrane. La wilaya de Tlemcen dispose également de 15 petits

abattoirs pour la viande rouge et 98 autres pour la viande blanche. Par ailleurs, 7 515 têtes de bovins, 48 799 d'ovins et 7 871 de caprins, en plus de 6 millions de poulets et 22 800 dindes ont été contrôlés avant l'abattage par des vétérinaires du secteur public se trouvant quotidiennement sur place pour surveiller la viande rouge et se déplaçant vers les points d'inspection de la viande blanche, selon la même source. L'opération de contrôle du bétail destiné à l'abattage a enregistré, l'année écoulée, la saisie de 6,5 tonnes de viande rouge et 7,7 tonnes de viscères (foie, poumons...), ainsi que 7,5 tonnes de viande blanche lors d'inspection de plusieurs points en infraction à la réglementa-

tion, dans le cadre de la prévention contre les maladies et par souci de protection des consommateurs, a-t-on fait savoir. M. Daheur a expliqué que les saisies ont été opérées après la découverte de maladies qui affectent le bétail dont la tuberculose, le kyste hydatique et les maladies parasitaires. Toutes les mesures préventives ont été prises au sein des abattoirs concernant la viande saisie qui a été transférée vers le centre d'enfouissement technique des déchets de la commune de Tlemcen, avec l'intervention des services communaux, en vue de protéger le citoyen contre la transmission de maladies par des animaux errants.

Samy Y.

Constantine Indemnisation de cinq unités d'élevage avicole

Cinq unités publiques d'élevage avicole relevant de quatre wilayas de la région Est du pays, ont été indemnisées par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de la wilaya de Constantine, au titre de la saison agricole 2018-2019, a indiqué samedi son directeur, Mourad Bendada. Il s'agit, a détaillé le même responsable, de quatre sociétés publiques d'aviiculture dont deux dépendant des localités d'Oued Seguen et de Tadjenanet relevant de la wilaya

de Mila tandis que les deux autres sont implantées dans les localités d'Oued Hamla et de Bir El Arch relevant respectivement des régions d'Oum El Bouaghi et de Sétif. Une autre ferme avicole de statut privé située dans la zone d'Ain Nahas, dans la commune d'El Khroub (Constantine) figure également parmi les unités avicoles ciblées par cette opération, ajoute la même source, faisant savoir que différentes maladies virales, bactériennes et parasitaires sont à l'origine de la

perte de pas moins de 25.000 poulets durant la même période. Mobilisant une enveloppe financière de l'ordre de neuf millions DA, l'opération d'indemnisation (achat des poussins) est assurée, a précisé le même responsable, par l'unité de distribution de poussins de la commune d'Ain Taghrout, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. S'agissant de la filière avicole, un montant financier d'un million DA a été également accordé pour l'indemnisation d'un propriétaire de

95 ruches ravagées par les feux signalés dans la zone montagneuse de Djebel Ouahch (Constantine), a ajouté, M. Bendada. L'ensemble de ces indemnisations s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le ministère de l'agriculture et du Développement rural, visant à accompagner et encourager les agriculteurs versés dans divers domaines pour relancer et reprendre leurs activités agricoles, a-t-il affirmé.

N. T.

Laghouat 2 000 places pédagogiques en perspective pour le centre universitaire d'Aflou

Un projet de 2 000 nouvelles places pédagogiques a été retenu pour le centre universitaire d'Aflou, 110 km nord de Laghouat, au titre de l'extension de cet établissement universitaire, a-t-on appris de responsables de ce pôle scientifique. Ce projet, dont les travaux de réalisation seront lancés durant le premier trimestre de cette année, devra porter la capacité d'accueil, actuellement de 1 000 places à 3 000 places pédagogiques à

la satisfaction d'un effectif étudiant actuel de plus de 4 000 inscrits au niveau des instituts, des sciences humaines et sociales, des sciences économiques commerciales et des sciences de la gestion, des droits et sciences politiques et des langues et lettres, a indiqué le recteur, le D Abdelkrim Tahri, en marge de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Laghouat. Intervenant lors de cette session, le recteur a

sollicité l'octroi d'un projet de réalisation d'une cité universitaire d'une capacité de 1 000 lits pour combler le déficit accusé en pareille structures et atténuer la surcharge sur l'unique cité d'une capacité de 500 lits. Le renforcement des logements de fonction, actuellement 30 unités, pour assurer la stabilité des 125 enseignants du centre d'Aflou, fait partie des préoccupations soulevées par le recteur lors de cette session.

APS

Libye

Après les forces de Haftar, le GNA accepte le cessez-le-feu

■ Après les forces de Khalifa Haftar, le Gouvernement d'union nationale libyen (GNA), reconnu par l'ONU, a annoncé hier qu'il accepte le cessez-le-feu auquel ont appelé plusieurs pays, ouvrant la voie à un retour au calme en Libye après un risque de guerre aux conséquences catastrophiques.

Par Sabiha O.

Le Gouvernement d'union nationale (GNA) a accepté hier l'appel à un cessez-le-feu en Libye lancé par Moscou et Ankara, quelques heures après l'annonce par le maréchal Khalifa Haftar de la cessation des hostilités. En réponse à l'appel mercredi des présidents turc, Recep Tayyip Erdogan, et russe, Vladimir Poutine, le chef du GNA, Fayez al-Sarraj, a annoncé dans un communiqué «un cessez-le-feu à partir du (dimanche) 12 janvier à 00h00», soulignant le «droit légitime» de ses forces de «riposter à toute attaque ou agression qui pourrait provenir de l'autre camp». Dans la soirée de samedi, les forces de Khalifa Haftar avaient annoncé un cessez-le-feu à partir de dimanche 00h00 (22h00 GMT), en réponse à l'appel lancé mercredi par Moscou et Ankara. Mais les forces de Haftar, basées à Benghazi dans l'est libyen, ont prévenu, dans un bref communiqué, que la «riposte sera sévère en cas de violation de la trêve par le camp adverse», en allusion aux forces du Gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli. Avant l'annonce du maréchal Haftar, le président Russe Vladimir Poutine et la chancelière allemande Angela Merkel s'étaient rencontrés samedi à Moscou. «Je compte vraiment sur le fait que dans quelques heures, (...) comme nous l'avons demandé avec le président turc, (Recep Tayyip) Erdogan, les parties au conflit libyen cesseront le feu», avait déclaré M. Poutine à l'issue de la rencontre. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son homologue russe, Vladimir Poutine, ont appelé mercredi à Istanbul à l'instauration de ce cessez-le-feu et samedi la Turquie a demandé à la Russie de convaincre le général Haftar de le respecter.

Poursuite des efforts de médiation de l'Algérie

L'Algérie poursuit de son côté



ses efforts de médiation dans la crise libyenne, notamment sur le front africain, et multiplie les consultations avec les pays de l'Union africaine, autant qu'avec les pays européens, dont l'Italie. Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, avait reçu, samedi à Alger, le ministre congolais des Affaires étrangères et de la Coopération, Jean-Claude Gakosso. Un communiqué de la présidence de la République indique en effet que le président Abdelmajid Tebboune a reçu le ministre congolais des Affaires étrangères et de la Coopération, Jean-Claude Gakosso. Celui-ci,

précise-t-on de même source, lui a remis un message du président congolais en sa qualité de président du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye. Ce message est «une invitation adressée au président de la République pour assister à la réunion que le Comité compte tenir le 25 janvier courant», précise le communiqué. «L'audience a été l'occasion d'évaluer la situation en Libye, ce pays frère, et l'échange de vues sur les voies à même de mettre fin aux hostilités et aux ingérences étrangères et de dynamiser le processus des négociations entre les parties

libyennes ainsi que le rôle de l'UA dans la relance du processus de paix dans ce pays frère, loin de toute ingérence étrangère», ajoute la même source. Soucieuse de rester à «équidistance» des deux camps, Alger a rejeté toute ingérence étrangère en Libye et a exhorté toutes «les parties libyennes à retourner rapidement à la table des négociations». Lundi dernier, en recevant le chef du GNA, Fayez El Serraj, le président Abdelmajid Tebboune avait rappelé «l'attachement de l'Algérie à préserver la région de toute ingérence étrangère» au moment où la Turquie a décidé de déployer

des troupes en Libye «en soutien» au GNA dans la bataille de Tripoli. Au terme de cet entretien, l'Algérie a appelé la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, à «prendre ses responsabilités» et à «imposer un cessez-le-feu». L'appel d'Alger a été suivi mercredi par la Turquie et la Russie, dont les deux dirigeants, Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, ont appelé à Istanbul à un cessez-le-feu à partir de ce dimanche 12 janvier (hier) à minuit en Libye. Avec l'Italie par ailleurs, l'Algérie enregistre «une convergence de vues sur la nécessité d'intensifier les efforts pour un cessez-le-feu immédiat», explique un communiqué de la présidence de la République. Le cessez-le-feu est un préluce, estime-t-on à Alger, «à la reprise du dialogue entre les parties libyennes belligères, à même de trouver une solution politique qui garantit l'unité du peuple libyen et l'intégrité territoriale de la Libye et préserve la souveraineté nationale, loin de toute pression et ingérence étrangère». Enfin, la chancelière allemande, en visite en Russie pour la première fois depuis le printemps 2018, a dit espérer pouvoir bientôt lancer «les invitations pour une conférence à Berlin sous l'égide de l'ONU», afin que la Libye puisse redevenir un pays «souverain et pacifié».

S. O.

Tunisie

Relance des consultations après le rejet du gouvernement de Jemli

Les consultations en vue de former un nouveau gouvernement en Tunisie ont été relancées, samedi, par le président, Kais Saïed, au lendemain du rejet par les députés de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) de la composition proposée par Habib Jemli, selon des médias locaux. «Conformément à l'article 89 de la Constitution, le président Kais Saïed a accueilli le président de l'ARP et président du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, afin de relancer les consultations portant désignation d'une nouvelle personnalité pour la formation du gouvernement», a indiqué la présidence tunisienne dans un communiqué. «Le président de la République recevra prochainement, dans le même cadre, les chefs des partis politiques, des coalitions et les groupes parlementaires», ajoute la même source. Selon la Constitution, la désignation d'une nouvelle personnalité doit se faire dans dix jours après le rejet du gouvernement. La personnalité désignée dispose d'un mois renouvelable pour former son gouvernement. Faute de quoi, le chef de l'Etat convoque des élections législatives anticipées. Vendredi soir, au Parlement, le gouvernement Habib Jemli n'a pas obtenu les

109 voix nécessaires à son passage. Il a recueilli 72 voix pour, 134 contre et 3 abstentions. Habib Jemli avait été désigné par le président Kais Saïed le 15 novembre dernier. Il a vu son délai pour former le gouvernement renouvelé le 15 décembre dernier. Durant le premier mois, Habib Jemli n'avait pas réussi à convaincre les formations politiques, afin de présenter des noms susceptibles de faire partie de son cabinet. Certaines formations politiques lui avaient reproché sa proximité avec le parti Ennahdha disposant d'une majorité relative au sein de l'ARP. D'autres ont refusé son offre, en raison notamment du fait qu'il ne disposait pas d'un programme capable de répondre aux aspirations et aux attentes des Tunisiens. Le parti Ennahdha qui avait proposé Jemli, n'avait lui aussi pas présenté des noms. Ses préalables consistant en l'obtention des ministères régaliens ont dissuadé le Chef du gouvernement désigné. Cet état de fait a contraint M. Jemli d'opter pour un gouvernement de compétences nationales. «Un gouvernement de compétences nationales n'est pas contre les partis», avait-il plaidé récemment, insistant sur le fait de former un gouvernement le plus tôt pos-

sible pour la prise en charge des préoccupations des Tunisiens.

Rejet du gouvernement : une «réussite pour la démocratie» ou un «échec»

Le rejet du gouvernement de Habib Jemli, vendredi, par les représentants de l'ARP (Parlement) a été différemment apprécié par la classe politique, les organisations et la scène politique tunisienne. Alors que certains y ont vu une «réussite démocratique», d'autres ont appris l'information avec beaucoup de regret, la qualifiant d'un «échec» politique. «Le rejet du gouvernement Jemli par l'ARP, constitue un signe de bonne santé de l'expérience démocratique tunisienne», a commenté l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica). L'organisation patronale a réitéré, l'impératif de former un gouvernement indépendant, disposant d'une vision claire et de hautes compétences, en vue de relever les enjeux économiques et sociaux qui se posent actuellement, au pays. Habib Jemli a, lui, considéré que le rejet du gouvernement «est une réussite pour la démocratie tunisienne». C'est «un signe que les institutions

fonctionnaient de façon transparente», a-t-il déclaré. «Ce n'est pas une crise politique, car il y a un parcours institutionnel et démocratique balisé pour la suite», a souligné, pour sa part, le politologue Selim Kharrat. Pour d'autres analystes de la scène politique tunisienne, le rejet du gouvernement est un échec et il va enfoncer davantage la Tunisie dans la crise économique qu'elle traverse depuis plusieurs mois maintenant. Dans ce sens, les analystes s'attendent tous à voir les indices de développement, à l'instar du chômage, de l'inflation et du pouvoir d'achat, s'aggraver. Le taux de chômage estimé présentement chez les jeunes à 34,7 % est de 15,1 % chez l'ensemble de la société, risque de s'amplifier, indique-t-on. Le taux de l'inflation qui s'est établi à 6,7 % sur toute l'année 2019, contre une moyenne de 7,3 % en 2018 risque également de redescendre dans les prochains mois. De même pour le déficit de la balance commerciale, s'accroît-on à dire. «D'autres dangers guettant la Tunisie, à l'image de la menace terroriste, risquent aussi de prendre de l'ampleur en l'absence d'une véritable stratégie», font observer les analystes.

Fella Y./APS



Accord commercial sino-américain

Succès mitigé pour Donald Trump

■ Les États-Unis et la Chine signent mercredi un accord commercial en forme de victoire politique pour Donald Trump qui a cependant un goût amer tant le bras de fer aura laissé des traces sur les deux premières économies mondiales.

Par Rosa C.

«Les problématiques de fond restent en suspens mais politiquement, c'est une très bonne chose» pour le président américain qui brigue un second mandat, opine Edward Alden, expert en politique commerciale au Council on Foreign Relations. L'hôte de la Maison-Blanche peut en effet se targuer d'avoir été «tenace» avec la Chine. «Techniquement, il a obtenu un accord» qu'il avait promis à ses électeurs en 2016, souligne-t-il. En outre, cette trêve dans la guerre commerciale a de quoi rassurer les marchés qui, en 2018 et en 2019, ont subi de nombreux soubresauts au gré des menaces, des vagues de tarifs douaniers ou au contraire de gestes d'apaisement. Cette accalmie est aussi de nature à

stimuler l'économie américaine, un atout pour la campagne de Donald Trump, en levant les incertitudes et en renforçant donc la confiance des consommateurs, traditionnel moteur de la croissance aux États-Unis. Elle devrait aussi relancer les investissements des entreprises qui ont fortement ralenti en 2019 faute de visibilité sur l'issue du conflit. Le président américain avait choisi le dernier jour de l'année 2019 pour annoncer que la signature de ce traité partiel aurait lieu le 15 janvier à la Maison-Blanche. Mais ce n'est que jeudi dernier que le ministère chinois du Commerce a confirmé le déplacement du vice-Premier ministre chinois Liu He à Washington du 13 au 15 janvier. «Le document entier sera rendu public mercredi», a promis le conseiller économique de la Maison-Blanche, Larry Kudlow,



PH. > D. R.

pour faire taire les sceptiques. «Il y aura une merveilleuse cérémonie», a-t-il ajouté, évoquant un dîner la veille de la signature et un déjeuner le jour même. Sans rentrer dans le contenu du texte, objets d'intenses spéculations, M. Kudlow a réaffirmé, en réponse aux critiques, que les États-Unis avaient obtenu de nombreuses concessions. Selon Washington, l'accord comprend des avancées en matière de transferts de technologies imposés aux entreprises étrangères implantées en Chine, ainsi qu'un meilleur accès au marché chinois pour les entreprises du secteur financier. Il stipule aussi que Pékin achètera pour 200 milliards de dollars de produits américains sur une période de deux ans comparé à 2017, dont 50 milliards de biens agricoles. En échange des engagements chinois, l'Administration Trump a renoncé à imposer de nouveaux droits de douane à la Chine et diminué de moitié ceux entrés en vigueur imposés le 1^{er} septembre dernier sur 120 milliards de dollars de biens chinois. L'accord

avec Pékin représente «un succès mitigé» pour Donald Trump, estime Eswar Prasad, professeur de politique commerciale à l'Université Cornell et spécialiste de la Chine. Le président «a extirpé certaines concessions de la part de la Chine et d'autres partenaires commerciaux des États-Unis mais à un coût important pour l'économie américaine», souligne-t-il. Si l'économie chinoise a nettement ralenti sous l'effet de la guerre commerciale, industriels et agriculteurs américains ont souffert eux aussi. Pour atténuer les pertes dans le secteur agricole, l'administration Trump a dû même débloquer 28 milliards de dollars d'aide au total en 2018 et 2019. L'industrie manufacturière est, elle, entrée en récession en août. «Le préjudice (...) a été important et les engagements de nouveaux achats sont peu susceptibles de réparer ces dommages», commente Edward Alden. Alors que Donald Trump a lancé l'offensive avec l'objectif de réduire le déficit commercial américain et de mettre fin à des pratiques com-

merciales jugées «déloyales», les experts doutent aussi de la capacité des États-Unis à obtenir des changements structurels. La Chine, elle-même confrontée à des enjeux politiques, est en effet peu encline à revisiter son modèle économique. Eswar Prasad prédit ainsi que Pékin ne cédera pas sur des demandes clés de l'Administration Trump en particulier la réduction substantielle des subventions d'État aux entreprises. Xu Bin, professeur d'économie à l'École de commerce international Chine Europe (CEIBS) à Shanghai, estime que pour l'heure, les deux parties ont atteint une situation «acceptable, pas une victoire». Il s'attend à ce que le bras de fer se poursuive pendant longtemps, «au cours des 10, 20 prochaines années, voire plus». Pour lui, les deux géants vont alterner les cycles de conflit et de trêve pour satisfaire leur opinion publique.

R. C.



Commentaire

Incident

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que l'Iran venait tout juste d'éviter une guerre avec Washington, Donald Trump annonçant qu'il ne souhaitait pas poursuivre le bras de fer avec Téhéran si là-bas on s'engageait également à cesser toutes provocations, un avion ukrainien transportant près de 200 passagers s'écrasait sur les terres perses. Un accident au timing surprenant et dont la cause humaine et iranienne n'allait pas tarder à être découverte. Les Canadiens ont été les premiers à mettre en avant une responsabilité iranienne dans le crash du vol d'Ukrainian Airlines, tuant ses 176 passagers. Et après quelques dénégations prévisibles, les gardiens de la Révolution ont fini par assumer leur culpabilité dans ce tragique accident. En effet, les autorités iraniennes ont admis samedi, contre toute attente, une «erreur humaine». L'appareil aurait selon l'armée iranienne été pris pour un «avion hostile». Le Boeing 737 s'était écrasé avec 176 personnes à son bord quelques minutes après son décollage de l'aéroport de Téhéran ne laissant aucun survivant. Néanmoins, la diplomatie iranienne, avec beaucoup de mauvais goût, choisit de se positionner une fois encore en victime et impute purement et simplement cette «erreur» à l'«aventurisme des États-Unis», comme l'a souligné le ministre iranien des Affaires étrangères après la publication du communiqué de l'armée. «Conclusions préliminaires d'une enquête interne des Forces armées : une erreur humaine dans une période de crise causée par l'aventurisme des États-Unis a mené au désastre», a écrit Mohammad Javad Zarif sur Twitter, évoquant un «jour triste». «Nos profonds regrets, excuses et condoléances à notre peuple, aux familles de toutes les victimes et aux autres nations affectées», a-t-il ajouté. Le président Hassan Rohani parle de son côté d'«une grande tragédie et d'une erreur impardonnable». S'exprimant sur Twitter, il a ajouté que l'Iran «regrettait profondément» d'avoir tiré par erreur contre l'appareil. «J'endosse la responsabilité totale, j'aurais préféré mourir plutôt que d'assister à un tel incident», a déclaré le général Amir Ali Hajizadeh. Selon lui, le missile a explosé à côté de l'avion. L'opérateur de missile a fait feu sans pouvoir obtenir la confirmation d'un ordre de tir à cause d'un «brouillage» télécom, a-t-il dit. Le soldat a pris l'avion pour un «missile de croisière» et il a eu «10 secondes» pour décider. Une grande partie des victimes du crash étaient iraniennes. Cet aveu n'en représente pas moins un revirement inattendu, alors que Téhéran avait jusqu'à alors nié que le Boeing 737-800 de la compagnie ukrainienne ait été frappé par un missile iranien, démentant les informations avancées, notamment par les États-Unis. Ainsi l'excuse d'abord annoncée par les autorités iraniennes d'un accident lié à une panne technique n'aura pas fait long feu et la vérité a été préférée par Téhéran. Les familles des victimes auront ainsi au moins le soulagement de savoir exactement ce qui est arrivé à leurs proches et ne pas voir ces derniers au cœur d'une bataille de communication entre l'Iran et l'Amérique du Nord. F. M.

Séisme de 2010 à Haïti

Dix ans après, des commémorations dans l'amertume

Haïti commémorait hier la mémoire des plus de 200 000 victimes du séisme qui le 12 janvier 2010 a ravagé la capitale et ses environs, où domine l'amertume face à l'échec de la reconstruction et à l'instabilité politique. Les trente-cinq secondes qu'a duré la secousse de magnitude 7 avaient transformé Port-au-Prince et les villes de Gressier, Léogane et Jacmel en champs de ruines, entraînant la mort de plus de 200 000 personnes, en blessant 300 000 autres. Plus d'un million et demi d'Haïtiens s'étaient retrouvés sans logis, plaçant les autorités et la communauté humanitaire internationale devant le colossal défi d'une reconstruction dans un pays sans cadastre ni règles de bâtisse. «C'est une décennie perdue, totalement perdue», assène l'économiste haïtien Kesner Pharel. «La capitale n'a pas été reconstruite mais la mauvaise gouvernance ne dépend pas exclusivement des autorités

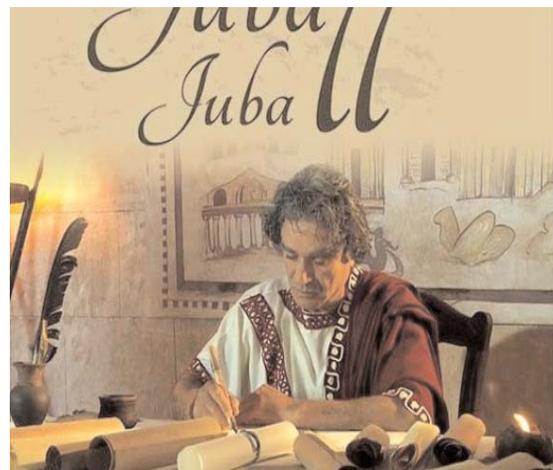
locales: au niveau international, nous n'avons pas vu ce mécanisme de gestion de l'aide pour permettre au pays d'en bénéficier» souligne-t-il. L'impossible traçabilité des milliards de dollars d'aide que les donateurs internationaux avaient promis de verser dans les semaines suivant la catastrophe accentue l'amertume des survivants, restant à la merci d'une catastrophe qui ne prévient pas. «Dix ans plus tard, on voit une plus forte concentration dans l'aire métropolitaine. Si on devait avoir un même tremblement de terre, la même situation se reproduirait car il n'y a pas eu de suivi pour la plupart des maisons reconstruites», déplore Kesner Pharel. «La refondation du pays n'a pas eu lieu et on se retrouve à la case départ». Des centaines de milliers de logements, de bâtiments administratifs, d'écoles se sont écroulés lors du séisme qui a également détruit 60% du système de santé haïtien. Dix ans plus tard, la

reconstruction du principal hôpital du pays n'est toujours pas achevée et le travail des organisations non gouvernementales reste indispensable pour pallier les carences de l'État. «Au lendemain du séisme, on a eu une grande réponse sur tout ce qui était traumatologie puisqu'il y avait énormément de blessés», rappelle Sandra Lamarque, cheffe de mission de Médecins sans frontières en Haïti. «Aujourd'hui ce qu'on constate, c'est que l'on vient justement de rouvrir un hôpital de traumatologie. Les blessures n'ont pas la même origine: malheureusement plus de 50% des blessés que nous recevons sont des traumatismes par balle», remarque-t-elle. Sans parvenir à relever le défi de sa reconstruction après le séisme, Haïti a, en dix ans, plongé dans une crise socio-politique aigüe qui obnubile les esprits et entrave tout travail de deuil.

Yennayer 2970

Projection du film documentaire «Juba II» à Alger

■ Le film documentaire «Juba II», de Mokrane Aït Saada, a été projeté samedi à la Cinémathèque d'Alger. Il braque la lumière sur la vie de ce roi amazigh qui a gouverné Caesarea (Césarée de Mauritanie), Cherchell actuellement, entre 25 et 23 avant Jésus-Christ.



A. S./APS

Par Abla Selles

Cette œuvre historique retrace en 53 minutes la vie de «Juba II», le roi cultivé et pacifiste, ainsi que sa relation avec Rome, tout en se basant sur les témoignages recueillis auprès des historiens et spécialistes. Le scénario du film a focalisé sur «les dimensions artistique et littéraire» dans le personnage de «Juba II», loin de sa soumission à Rome. Parmi les scènes cultes de ce film, sa rencontre avec le soldat

«Takfarinas» qui a sollicité son aide pour lutter contre l'occupant romain, mais «Juba II» avait refusé, sous prétexte que «Rome était plus forte», d'après le film. Après la défaite du roi «Juba Ier» lors de la bataille de Thapsus (46 avant-Jésus-Christ) contre l'armée romaine, les Romains ont pris son fils «Juba II». A l'âge de 25 ans, ce dernier devient le roi de la Mauritanie et sa capitale «Caesarea». Ces témoignages de spécialistes ont donné une valeur historique à ce documen-

taire tout comme les décors et accessoires qui lui ont apporté une valeur esthétique. Sorti en tamazigh (kabyle) et sous-titré en français, le film a été produit en 2019 avec la subvention du ministère de la Culture. Le film a été projeté à la Cinémathèque d'Alger à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh «Yennayer 2970», en présence du secrétaire d'Etat chargé de la production culturelle, Salim Dada.

Semaine culturelle amazighe à Mila

Le chanteur Hamid Belbeche régale le public

Le chanteur chaoui Hamid Belbeche a regalé samedi soir le public de Mila, lors du spectacle d'ouverture qu'il a animé dans le hall d'exposition de la Maison de la culture Mebarek-El-Mili, à l'occasion du nouvel an amazigh 2970. Les chansons puisées du folklore chaoui, interprétées par l'artiste et accompagnées de danses traditionnelles, ont connu un franc succès auprès du public composé essentiellement de familles,

enchantées par le spectacle. Hamid Belbeche a affirmé, dans une déclaration à l'APS, avoir «veillé à interpréter des chansons en chaoui pour fêter comme il se doit le nouvel an amazigh 2970 que toute l'Algérie célèbre, dont la wilaya de Mila». Et d'ajouter : «J'ai tenu à être présent à Mila, malgré les invitations qui m'ont été adressées par d'autres wilayas pour célébrer avec eux cette occasion, pour retrouver mes fans de cette wilaya et l'am-

biance conviviale ayant caractérisé mes précédents spectacles grâce à un public qui apprécie grandement le chant chaoui». Par ailleurs, à l'occasion du nouvel an amazigh à Mila, la Maison de la culture Mebarek-El-Mili accueille, depuis samedi et jusqu'au 14 janvier en cours, diverses activités dans le cadre de la semaine du patrimoine amazigh, organisée par la Direction de la culture de la wilaya. Il s'agit d'une exposition sur le patrimoine culturel local,

comportant des stands consacrés aux mets traditionnels préparés par les familles de la région pour célébrer yennayer, dont «Cherchem», des habits, des ustensiles traditionnels, une exposition d'arts plastiques avec des toiles de peinture dédiées au patrimoine amazigh, un stand réservé aux timbres postaux, un autre consacré aux métiers, en plus d'un stand affecté à l'histoire et les civilisations anciennes se succédant dans la wilaya de Mila.

Des concours consacrés au patrimoine amazigh seront également organisés parallèlement à d'autres activités variées, notamment une lecture de poèmes et des projections de films sur le patrimoine amazigh. Au terme de la manifestation, les lauréats des concours, organisés en marge des festivités du nouvel an amazigh, seront honorés ainsi que les participants aux ateliers de la Maison de la culture Mebarek-El-Mili. **Racim C.**

L'écrivain et directeur de la maison d'édition Thira, Brahim Tazaghart :

Valoriser l'édition nationale en tamazight

L'accent a été porté, samedi à Khenchela, sur la nécessité de valoriser l'édition en tamazight en Algérie et publier de nouveaux ouvrages dans cette langue pour enrichir la Bibliothèque nationale.

Dans sa communication présentée à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh 2970, l'écrivain et directeur de la maison d'édition Thira de Béjaïa, Brahim Tazaghart, a relevé que

l'expérience de l'édition en tamazight a démarré en 2007 et a connu au cours des 13 dernières années une évolution constante qui est, a-t-il estimé, source de «pleine satisfaction» en ce nouvel

an 2970. Tazaghart a estimé que l'édition en tamazight, y compris de traductions, a été porteuse du message que «la culture algérienne n'existe pas sans une communication continue entre

les langues nationales». Durant les 13 années passées, la maison d'édition Thira a publié 80 livres en tamazight et s'est lancée dans la traduction du tamazight vers l'arabe, a indiqué son directeur qui a estimé que cette orientation est «mue par la conviction que la traduction entre ces deux langues est un moyen de consolider la culture nationale». Pour l'auteur de «Cerise blanche sur parterre blanc», l'édition en tamazight en Algérie, en dépit des avancées obtenues, affronte plusieurs défis, notamment la traduction vers la langue amazighe de livres de langues étrangères, outre la traduction interne du kabyle vers le chaoui, du mozabite vers le targui, de sorte à offrir une riche matière aux académiciens. **R. C.**

Festival national de la musique moderne d'Oran

La troupe «Ithissen» de Batna lauréate

La troupe «Ithissen» de Batna a remporté le premier prix de la 18^e édition du Festival national de la musique moderne d'Oran, clôturé samedi soir à la salle «El Maghreb», en présence d'un public majoritairement jeune. La troupe musicale «Ithissen», une formation créée il y a 6 ans comprenant cinq éléments en herbe, dont deux guitaristes, un bassiste et le chanteur, Zaki Assad, a séduit le public avec le genre chaoui mêlé au style Rock. Le deuxième prix est revenu à la troupe musicale «Angham El Fouara» de Sétif, une formation ayant 5 ans d'âge, qui a fait également

sensation lors de son passage en présentant une variété de chansons, dont «Magouani Wahran Magwani» qui a conquis le public. Le troisième prix a été décerné à la troupe musicale «Ahabab El Fen El Açil» de Bordj Bou Arréridj, qui a interprété des chansons chaabi moderne, folklore Naïli, Acimi et autres. Le Prix du jury est revenu à la troupe musicale de Tizi Ouzou, qui s'est distinguée lors de l'ouverture de cette édition par une belle prestation musicale, une harmonie du groupe et surtout une maîtrise des instruments, selon des professionnels. Treize formations de 13

wilayas ont pris part à ce Festival national de la musique moderne, organisé par la direction de la Jeunesse et des Sports sous le patronage du ministère de tutelle. La cérémonie de clôture, rehaussée par la présence du chef de bureau développement des festivals au ministère de la Jeunesse et de Sports, Touil Meraouane, du directeur de la Culture de la wilaya d'Oran, Kouider Bouziane et de nombreux cadres de la société civile, a été marquée par un plateau artistique riche en chansons et rires, animé notamment par l'humoriste oranais «Touha». **Daïll Y.**

Oran

Réouverture de la salle antique du musée national «Ahmed-Zabana»

Le public national «Ahmed-Zabana» d'Oran a été rouvert samedi après une fermeture de 15 ans pour aménagement, a-t-on appris de la directrice de cet établissement culturel. Cette salle, chichement décorée, offre un nouveau look pour la célébration du nouvel an amazigh, a souligné Salhi Bouchra, indiquant que la réouverture de cet espace vient répondre à la demande des

visiteurs et enrichir les prestations du musée qui regroupe plusieurs sections de conservation de collections mettant en exergue les différentes civilisations qui se sont succédé en Algérie. «Nous procédons à des contacts avec des spécialistes pour restaurer les fresques exposées et améliorer la présentation des collections du musée à l'intérieur de cette salle», a déclaré la même responsable. La salle antique, inaugurée

par les autorités locales, recèle une centaine d'objets d'art et vestiges remontant aux civilisations phénicienne, numidienne, romaine et autres, a fait savoir Sofiane Mebarek, attaché chargé de la préservation et conservation au musée «Ahmed-Zabana». Les façades et les murs de cet espace sont ornés de pièces de poterie et de céramique locaux, de gravures, de sculptures, de bijoux, de cinq tableaux de

mosaïque du site archéologique romain «Portus Magnus» de Bethioua (est d'Oran) découvert en 1862 et entré au musée en 1886. Cette salle expose aussi des sculptures végétales, des dessins d'animaux, de personnages mythiques et des sépultures, a-t-on révélé. Les collections exposées donnent une image sur la diversité des civilisations à Oran et à l'Ouest algérien, mettent en exergue, entre autres,

un chargeur de munitions datant de la période romaine, la seule du genre, selon les responsables du musée «Ahmed-Zabana». Lors de la cérémonie de réouverture de la salle antique, le président de l'association pour la préservation du patrimoine «Bel Horizon», Kouider Metayer, a affirmé que les collections de cet espace sont un apport précieux car riche en pièces mettant en valeur l'histoire d'Oran et ses environs. **Kamel L.**



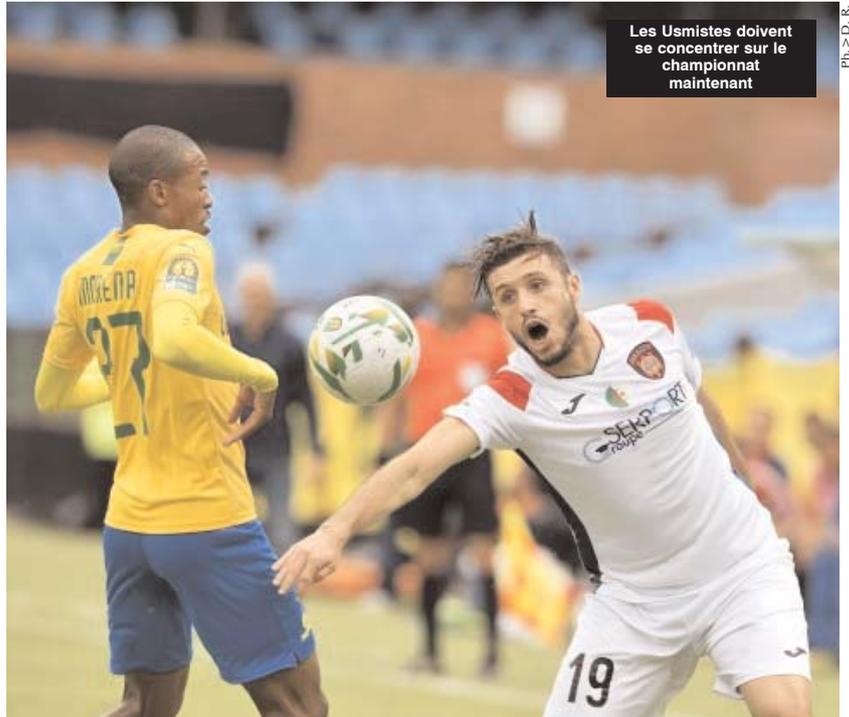
CAN-2020 de handball
Le sélectionneur Alain Portes veut une qualification au Mondial

LA QUALIFICATION au Mondial 2021 en Egypte est «le principal objectif» de la sélection algérienne de handball à la 24^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), prévue du 16 au 26 janvier en Tunisie, a indiqué samedi le sélectionneur national, le Français Alain Portes. «Atteindre les demi-finales de la CAN-2020, nous permettra d'assurer la qualification au Mondial, mais il faudra d'abord réussir à se hisser à ce stade de la compétition en réussissant à gagner nos quatre premiers matches», a déclaré Portes lors du forum organisé samedi à Alger par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA). «Le principal objectif est la qualification au Mondial-2020, après si ont réussi à faire mieux, tant mieux. Sinon, il ne faut pas espérer plus que nos moyens», a-t-il ajouté. La dernière participation algérienne au Championnat du monde remonte à 2015 au Qatar,

où les «Verts» ont terminé à la dernière place. Par la suite, le Sept national a raté les éditions de 2017 et 2019. En réponse à une question sur les chances de l'Algérie face aux meilleures nations africaines, à l'image de la victoire du Portugal devant la France (28-25) en ouverture de l'Euro-2020, Portes a assuré que les «Verts» sont capables d'un tel exploit, si les conditions sont réunies. «Les joueurs portugais qui ont développé un jeu collectif varié, sont l'exemple à suivre. Même si la France possède de meilleures individualités, le Portugal qui pratique un handball plus collectif a réussi à renverser un des favoris pour le titre. Je pense que cette équipe est le meilleur exemple à suivre pour réussir notre CAN», a-t-il estimé. L'Algérie évoluera dans le groupe «D» de la CAN-2020 aux côtés du Maroc, du Congo et de la Zambie qui participe pour la 1^{re} fois de son histoire au rendez-vous continental.

Ligue des champions d'Afrique (Gr.C/ 4^e journée)/ Mamelodi Sundowns 2-USMA 1
Les Rouge et Noir disent adieu à la LDC

■ L'USM Alger est pratiquement éliminée de la Ligue des champions d'Afrique, avec la défaite concédée à Prétoria (en Afrique du Sud) face à la formation de Mamelodi Sundowns, sur le score de (2-1), dans le cadre de la 4^e journée (Gr.C) de la phase de poules.



Les Usmistes doivent se concentrer sur le championnat maintenant

Par Mahfoud M.

Les Sud-africains ont ouvert le score à la 36^e minute par Thapelo Morena, avant que les Algériens n'égalisent grâce à Aymen Mahious (45'). Les locaux ont repris l'avantage dans la foulée (45') par l'entremise de Sibusiso Vilakazi. Le défenseur Rabie Meftah a raté un penalty à la 86^e minute. Cette défaite compromet sérieusement les chances des «Rouge et Noir» en vue d'une qualification pour les quarts de finale, à deux journées de l'épilogue, sachant que l'équipe se déplace mercredi prochain pour affronter le WA Casablanca avant de donner la réplique dans

le dernier match à l'autre dernier du groupe, les Angolais de Pédro Atlético. Avec cette victoire, Mamelodi Sundowns consolide sa première place du groupe avec 10 points, et assure pratiquement sa qualification pour les quarts de finale, tandis que l'USMA reste scotchée à la 3^e place avec 2 points. Il faut dire que cela était attendu avec la difficile étape que le club algérois traverse, lui qui se débat dans des problèmes financiers depuis l'arrestation de son principal bailleur de fonds, Ali Haddad, sachant qu'aucun reprenneur ne s'est présenté pour le moment pour prendre en charge la formation de Soustara. Le coach, Bilal Dziri, avouera en fin de par-

tie que cette défaite est due à l'inexpérience de la majorité des joueurs qui jouent cette compétition pour la première fois de l'histoire, sachant qu'il n'est pas facile de disputer ce genre de rencontres très relevées. «Il faut savoir que la plupart des éléments de l'équipe sont des jeunes qui jouent ce genre de rencontres pour la première fois et qui ont besoin d'un temps d'adaptation pour pouvoir disputer ce genre de rencontres de haut niveau», dira le driver des Rouge et Noir qui appelle à oublier maintenant la Ligue des champions et à se concentrer uniquement sur le championnat.

M. M.

Cross des Ruines romaines à Batna
1 000 athlètes au rendez-vous

1000 ATHLÈTES, dont des Tunisiens, ont pris part samedi à la 11^e édition du cross des Ruines romaines, organisé sur le parcours de Hamla-2 par un temps glacial. Chez les séniors, les premières places ont été remportées par les Algériens Riham Sinani chez les dames et El Hadi Laamech chez les messieurs, tandis que chez les juniors, le Tunisien Mohamed Brahim Djeridi s'est adjugé la première place. En minimes garçons, Taqi Eddine Terzia (Tébessa) a franchi le premier la ligne d'arrivée, alors que chez les minimes filles Rahma

Boukethir (Bordj Bou Arréridj) a pris la première place. En cadets, Abderrahmane Daoud (Sétif) a bouclé le premier le parcours tandis que chez les cadettes, Lina Taleb (Souk Ahras) a été première. Organisé par la Ligue de wilaya spécialisée, la Fédération algérienne d'athlétisme, la Direction de la jeunesse et sports et la commune de Batna, le cross a permis de sélectionner des jeunes talents, notamment chez les moins 18 ans, selon les organisateurs qui ont souligné l'état du parcours a été favorable à de bons chronos.

Boxe/Coupe d'Algérie (seniors messieurs)
Les militaires haut la main

LES BOXEURS de l'équipe du Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM), avec cinq médailles dont quatre en or, ont dominé les finales de la Coupe d'Algérie (seniors messieurs), disputées samedi à la salle Harcha-Hacène d'Alger. Les pugilistes du CREPESM ont décroché la première place devant leurs homologues de la Ligue d'Alger (2 or, 4 argent et 4 en bronze), alors que la troisième place est revenue au club de la Protection civile avec quatre médailles (1 or, 2 argent et 1 en bronze). Les quatre médailles d'or des militaires ont été l'œuvre de Touareg Mohamed-Yacine (-49 kg), Tazourt Walid (-60 kg), Nacer Belaribi (69 kg) et Ait Beka Yurgurta (-69 kg). Dans la catégorie des moins de 49 kg, Touareg Mohamed-Yacine du CREPESM a confirmé sa supériorité en allant chercher la médaille d'or devant Mohamed Soltani du GS Pétrolier, deux boxeurs qui se connaissent très bien et ayant été sélectionnés à plusieurs reprises en sélection algérienne. De leur côté, les pugilistes du GS Pétroliers

(Ligue d'Alger) ont récolté sept médailles (2 or, 2 argent et 3 en bronze). Les deux médailles d'or ont été décrochées par Azouz Boudia (75 kg) et Hacid Mohamed (91 kg). L'entraîneur du GS Pétrolier, Mohamed Allalou, a qualifié le niveau de cette compétition de tout juste «moyen», mis à part deux combats ayant opposé des ex-internationaux, Touareg Mohamed-Yacine face à Mohamed Soltani dans la catégorie des -49 kg et Ait Beka Yurgurta (CREPESM) face à Bensaid Naceredine (Protection Civile). «Nous avons engagé quatre boxeurs en finale, mais malheureusement les militaires ont raflé quatre médailles d'or sur quatre.

C'est toujours les mêmes boxeurs qui s'illustrent à chaque fois, ce qui prouve le manque de préparation et de travail au niveau des clubs.

Cette Coupe d'Algérie n'a pas été suivie par une grande campagne médiatique, alors qu'on attendait depuis 2012 l'organisation de ce genre de compétitions à Harcha», a confié le médaillé de bronze aux JO-2000 de Sydney.

MC Oran
L'Ivoirien Vivien boude

Le défenseur ivoirien du MC Oran, Assie Koua Vivien, boude son équipe depuis la séance de la reprise effectuée mercredi passé, pour protester contre la non régularisation de sa situation financière, a-t-on appris samedi de la direction de ce club de Ligue 1 de football. Le joueur, qui a rejoint le MCO en janvier 2019, n'a pas perçu quatre salaires jusque-là, a indiqué la même source, déplorant son attitude qui «intervient avant un match important qui attend l'équipe sur le terrain de la JS Kabylie» dans le cadre de la mise à jour du championnat. La direction du club phare de la capitale de

M. M. L'Oran a fait savoir, dans un communiqué publié sur sa page Facebook officielle, que l'intéressé refuse de reprendre l'entraînement avant de percevoir son dû. Dans les milieux du «Mouloudia» aussi, l'on craint que Assie Koua Vivien ne campe sur sa position et saisisse la Fédération internationale de football (FIFA), comme l'ont fait plusieurs joueurs étrangers ayant évolué dans le championnat algérien, non sans causer d'énormes problèmes à leurs clubs respectifs. En tout cas, la situation financière prévalant actuellement au MCO ne permet pas de satisfaire à la doléance de l'arrière central ivoirien, surtout

que tous ses coéquipiers dans l'équipe se trouvent dans la même situation. Raison pour laquelle, aussi, l'effectif oranais avait observé une grève mardi dernier, rappelle-t-on. Par ailleurs, la direction du MCO a annoncé également la résiliation à l'amiable du contrat de l'attaquant Amine Hamia, arrivé l'été dernier au club en provenance de l'USM Alger. Hamia, qui a très peu joué avec les «Rouge et Blanc», a dû rembourser 1 million DA de la somme qu'il avait prise lors de la signature de son contrat pour obtenir son bon de sortie, souligne-t-on de même source.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Médias

Décès de l'ancien journaliste de l'APS Abdelkrim Hamada

L'ANCIEN journaliste de l'agence Algérie presse service (APS), Abdelkrim Hamada, est décédé samedi à Paris, à l'âge de 71 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Le défunt, qui a intégré l'agence nationale de presse en 1974, a travaillé au sein de différents services, avant d'occuper les postes de directeur de l'information adjoint et de directeur général adjoint. Il a également été correspondant de l'APS à Dakar et Paris. Natif de La Casbah (Alger) et fils du chahid Mohamed Hamada, le regretté a aussi défendu les droits des travailleurs en tant que responsable syndical au sein de l'agence. En cette triste circonstance,

le directeur général de l'APS et l'ensemble des travailleurs présentent à la famille du défunt leurs sincères condoléances et garderont de lui le souvenir d'un professionnel aux remarquables qualités humaines et morales. De son côté, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a fait part de sa tristesse suite au décès d'Abdelkrim Hamada, «un collègue, un ami et un frère aux grandes qualités humaines», implorant Allah le Tout-Puissant d'accorder au défunt sa sainte miséricorde et de l'accueillir en son vaste paradis, tout en présentant ses «sincères condoléances» à la famille du regretté.

G. H.

Condoléances

Profondément affecté par le décès de son ami et confrère Krime Hamada, Nadjib Stambouli, directeur de publication du «*Journal d'Algérie*» présente à sa famille et à l'ensemble de la corporation ses sincères condoléances et les assure de son soutien moral en cette pénible épreuve. Allah yerhmou.

El-Oued

Rassemblement de citoyens pour réclamer le dédoublement de la RN-48

DES DIZAINES de citoyens se sont rassemblés, hier à El-Oued, pour réclamer le dédoublement de la RN-48 qui constitue l'accès de la wilaya au nord du pays, a-t-on constaté. Les protestataires, durant leur marche puis leur rassemblement devant le siège de la wilaya, ont appelé les autorités à engager une «réflexion sérieuse» pour la programmation et l'ouverture de chantiers de réalisation de ce tronçon de la RN-48 qui relie sur 126 km la ville de Guemmar à celle de Still. Plusieurs parmi les réclamants ont affirmé à l'APS que «l'état de dégradation avancé de cette route a été l'origine de plusieurs accidents souvent mortels et cause de handicaps», tout en soulignant son importance, une fois réhabilitée, comme vecteur de développement à considérer le fort trafic de poids lourds qui y est enregistré. Le wali d'El-

Oued, Abdelkader Bensaid, avait affirmé à ce sujet, lors de différentes rencontres avec les représentants de la société civile, que leur préoccupation a été soulevée aux instances de tutelle pour étude. Aussi, et comme première mesure de prise en charge des doléances des citoyens, une première tranche de dédoublement de 35 km de cet axe routier avait été lancée en chantier en juillet 2018. Le projet est toujours en cours de réalisation. Le chef de l'exécutif de wilaya a entrepris samedi une visite d'inspection du chantier et a donné des instructions fermes à l'entreprise réalisatrice pour l'accélération du rythme des travaux. La RN-48, qui constitue l'accès de la wilaya vers les régions du nord du pays, est traversée quotidiennement par plus de 9 620 véhicules, en grande partie de poids lourds. Y. N.

Le réchauffement climatique



LOONIS

Djalou@hotmail.com

Tébessa/Négrine

Destruction d'une mosaïque quelques jours après sa découverte

■ Cette antiquité est la mosaïque d'un monument funéraire datant du 4^e ou 5^e siècle après J.C (à la fin de la période romaine)

Par Racha G.

Une mosaïque, découverte il y a quelques jours dans la commune de Négrine (120 km au sud de Tébessa), a été détruite par des inconnus, a-t-on appris samedi auprès de la direction de la culture. La même source a expliqué que cette mosaïque avait été découverte par les membres de «l'Association communale pour la protection du patrimoine et la préservation de l'environnement et les ruines» lors des travaux de restauration de l'ancien palais de cette collectivité, soulignant que les autorités locales et la direction de la culture ont été informées sur le sujet. Selon le premier diagnostic effectué par les archéologues de la direction de la culture, cette antiquité est la mosaïque d'un monument funéraire datant du 4^e ou 5^e siècle après J.C (à la fin de la période romaine), a révélé la même source. La mosaïque a été détruite par des inconnus samedi, quelques jours après sa découverte, a fait savoir la même source, «pour découvrir des trésors».

Le ministère de la Culture et le Centre national d'études et de recherches archéologiques ont été informés pour prendre les mesures nécessaires, a ajouté la même source.

R. G./APS

Sétif

Vers la distribution de 10 000 logements en 2020

10 000 LOGEMENTS de diverses formules seront distribués à travers la wilaya de Sétif au cours de l'année 2020, apprend-on hier auprès des services de wilaya. Ces logements, notamment des formules promotionnel aidé, rural, public locatif et location-vente, seront distribués en plusieurs étapes dès l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur, selon la même source. Répartis à travers les 60 communes de la wilaya, ces logements, réalisés dans le respect des normes, sont appelés à atténuer le problème de logement dans la région et réduire le taux d'occupation par logement, note la même source. L'année 2019 a connu dans la

wilaya la distribution de 7 768 logements dont 2 303 logements publics locatifs (LPL), 905 unités des formules de logement participatif et promotionnel aidé, 3 170 logements location-vente et 1 390 aides financières au logement rural, a indiqué le directeur du logement par intérim, Mustapha Bika. Pas moins de 20 895 logements de divers types sont actuellement en construction dans la wilaya et 7 677 autres se trouvent au stade du lancement, a indiqué, le même responsable. La wilaya de Sétif a bénéficié, au titre du programme quinquennal 2015-2019, d'un total de 64 000 logements dont 40 000 achevés, est-il rappelé.

Dail Y.

Ligue 1 française (AS Monaco)

Slimani sur le départ

L'ATTACQUANT international algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, rarement utilisé ces dernières semaines, aurait exprimé son souhait de quitter le club monégasque lors de l'actuel mercato d'hiver, rapporte hier le quotidien sportif «L'Equipe». «Moins utilisé ces dernières semaines, l'attaquant monégasque ne cache plus son mal-être et ses envies d'ailleurs (...) L'international algérien, auteur de premières semaines étincelantes en Ligue 1 (6 buts et 8 passes

décisives), ne cache pas sa lassitude face qu'il perçoit comme une forme de déclassement», écrit «L'Equipe». Arrivé l'été dernier à Monaco pour un prêt d'une saison avec option d'achat en provenance de Leicester City (Angleterre), Slimani n'a pas tardé à démontrer ses qualités, devenant l'un des joueurs les plus en vue de la Ligue 1 française. Il avait évolué les deux précédentes saisons à Fenerbahçe (Turquie) et Newcastle (Angleterre), égale-

ment sous forme de prêt, mais n'avait pu s'exprimer pleinement. Le limogeage le 28 décembre dernier de l'entraîneur portugais Leonardo Jardim, à l'origine du recrutement de Slimani, et son remplacement par l'Espagnol Robert Moreno a fini par changer la donne pour le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale, laissé sur le banc en 32^e de finale de la Coupe de France face à Reims (2-1) le 4 janvier. Selon «L'Equipe», le club anglais de

Premier League, Aston Villa, «a pris des informations au sujet de Slimani. Le club de Birmingham est confronté à une situation d'urgence dans son domaine offensif avec la grave blessure au genou du Brésilien Wesley, forfait pour le reste de la saison. Les négociations avec l'AS Monaco n'ont pas commencé, mais Slimani sait qu'il dispose d'au moins une solution de repli si la situation se prolonge».

Racim S.